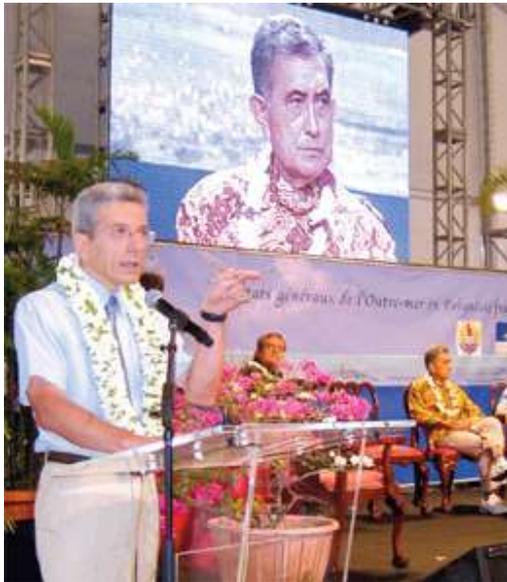


## Oscar dénonce la néo colonisation



ETATS GENERAUX. Les sept ateliers ont présenté leurs conclusions hier matin à la présidence devant une assemblée réunissant plus de 500 personnes. Un déluge de critiques et de propositions délivrées dans une ambiance studieuse et policée. Et puis Oscar Temaru est entré en scène...

*Photo La Dépêche de Tahiti*

### L'ESSENTIEL

- Pour Oscar Temaru, "un processus de néo-colonisation se met en place".
- Le président du Pays se demandait hier où était le peuple polynésien dans les états généraux Adolphe Colrat lui a répondu que "les états généraux sont un premier signe de confiance retrouvée et de volonté aussi sincère que déterminée d'agir ensemble"
- La synthèse générale a mis en avant trois souhaits de la société civile : l'arrêt de la course à l'évolution statutaire, la mise en place d'une politique sur le long terme et la libéralisation de l'économie

Quatre heures de synthèse pour trois mois de travail. Voilà le pari que les animateurs des états généraux ont relevé et réussi hier. Mais ce dont les gens se souviendront avant tout, ce sera de la dernière demi-heure, où la politique a repris ses droits. Une demi-heure consacrée au mot de la fin, partagé entre le président du Pays Oscar Temaru et le haut-commissaire Adolphe Colrat.

"Il faut arrêter de nous raconter des histoires." Sans aucune note, le visage fermé, Oscar Temaru a pris sa place derrière le pupitre. Juste après la restitution de l'atelier 7 "Gérer l'après-nucléaire". "On aurait pu faire ça en France. C'est juste à côté. Il faut arrêter de raconter des histoires. Nous ne sommes pas des enfants." Dans la salle, l'ambiance se tend

et, sur scène, où se trouve Adolphe Colrat, les sourires se figent. "Nous ne sommes pas des chiens. Nous avons tout ce qu'il faut pour vivre heureux dans ce Pays, bon sang ! Il faut entamer un processus de décolonisation. Voici la mission de tous les pays colonisateurs. Qu'est-ce qu'on voit aujourd'hui ? Un processus de néo-colonisation qui se met en place." Trois mois plus tôt, Oscar Temaru fixait l'indépendance comme un cap à ces états généraux, désormais il s'agit de stopper la néocolonisation, dont les états généraux, qui ont échappé aux "vrais" Polynésiens, semblent être l'incarnation pour Oscar Temaru.

La confiance retrouvée. C'est au tour du haut-commissaire Adolphe Colrat de prendre la parole. "Le débat a-t-il manqué de liberté ?",

entame-t-il. Le haut-commissaire semble alors sur la défensive, pourtant, son discours prend un tour inattendu. "Moi, j'obéis. J'obéis à Jean-Paul Barra", l'animateur de l'atelier 5 qui prônait un peu plus tôt la retranscription et la rediffusion des débats en langue polynésienne. Adolphe Colrat l'a fait, en direct. Avec un accent qui n'a pas manqué de remettre le sourire sur tous les visages, même celui d'Oscar Temaru. Pour quelques minutes du moins. "Nous n'acceptons pas que l'on puisse se faire de nous une image caricaturale qui se résumerait au mot colonie, enchaîne-t-il une fois son allocution en tahitien terminée. La Polynésie française, dans ses profondeurs et la vérité de ses valeurs, ce n'est pas la corruption, le rêve de l'argent facile, ce n'est pas l'instabilité frénétique, ce n'est pas le repli sur soi et le nombrilisme, ce n'est pas le viol cynique de la règle du jeu démocratique... Les états généraux n'ont pas conduit à un unanimité artificiel, vous venez de le constater, lâche-t-il en direction d'Oscar Temaru. Nous avons chacun nos intérêts légitimes, mais les états généraux sont, je crois, un premier signe de confiance retrouvée et de volonté aussi sincère que déterminée d'agir ensemble." Mais hier, il s'agissait avant tout de présenter la synthèse de trois mois de réflexion.

Les trois points forts des états généraux. Premièrement, la société civile dit stop à la course à l'évolution statutaire. "Il y a une

certaine lassitude de la société civile sur la volonté de sans cesse faire avancer les statuts ou le statut du territoire, a expliqué Joël Allain, le délégué des états généraux. Cet espèce de darwinisme politique est aujourd'hui largement condamné par la société civile qui souhaite qu'il y ait une pause dans ce type de réflexion pour qu'on ne se cache pas derrière les contraintes statutaires et qu'on fasse avancer ce qui concerne les problèmes de tous les jours." Deuxièmement, les états généraux ont mis en lumière le manque de vision, de planification des politiques du Pays. "La construction de la maison Polynésie se fait par des pierres qu'on rajoute un petit peu au jour le jour sans qu'on suive un plan d'architecte structuré et sur le long terme." Enfin, troisième demande de ces états généraux, la libéralisation de l'économie. "Il faut que la Polynésie sorte de sa bulle de méthode de gestion de l'activité économique et sociale pour ne pas être anachronique ou décalée. Il est demandé de laisser une plus grande place à l'initiative individuelle."

Prochaine étape, la restitution nationale qui doit avoir lieu jeudi prochain à Paris. Tous les animateurs des états généraux y ont été invités. Et après ? Ce sera aux politiques, de l'État et du Pays, de prendre la main.

CV

## **Adolphe Colrat, haut-commissaire de la République en Polynésie française**

### **"Tous solidaires pour l'avenir de la Polynésie"**

***Est-ce que vous y croyez vraiment, à ces états généraux ? Parce que le président du Pays Oscar Temaru ne semble pas y croire...***

"Je comprends que le président Oscar Temaru se situe –et c'est bien son droit– sur un terrain politique. Personne n'ignore que l'indépendance est le combat de sa vie. Le moment venu, d'ailleurs, une telle question, et il le dit lui-même, sera tranchée par le suffrage universel. Elle n'est pas tranchée aujourd'hui et, en attendant, la crise est là. Elle nous frappe durement, nous avons de nombreuses remises en ordre à faire, de multiples chantiers sont là qui nous attendent, et là nous sommes tous responsables et tous solidaires pour l'avenir de la Polynésie."

***Les "160 ans de colonialisme", cela ne vous a pas un peu choqué comme expression ?***

"Rien ne me choque. La lecture que nous pouvons faire chacun de l'histoire est libre. Pourquoi voulez-vous que nous prétendions imposer une version officielle de l'histoire ? C'était l'interprétation du président Temaru, je n'ai rien à objecter à cette lecture personnelle."

***L'atelier 7 sur le fait nucléaire demande dans ses conclusions que la France présente ses excuses à la Polynésie, est-ce envisageable ?***

"Pourquoi voulez-vous vous enfermer dans une attitude de repentance. C'est notre histoire commune, nous l'assumons ensemble, avec ses éléments positifs, ses malheurs, ses heurts, ses incompréhensions. Faut-il réinterpréter le passé et demander aux hommes d'aujourd'hui de présenter des excuses pour ce qu'ont fait, à une autre époque, d'autres hommes ? Est-ce que cela sert réellement les intérêts du Pays ? Je n'en suis pas si sûr."

## Oscar Temaru, président du Pays

### “Vous avez vu le peuple polynésien ici ?”

#### **Qu’avez-vous pensé de la restitution de ces états généraux ?**

Est-ce fidèle à la Polynésie française que vous connaissez ? “Vous avez vu ce qu’il y avait ce matin ? Vous avez vu le peuple polynésien ici ? Vous avez vu ce qui s’est passé pendant plusieurs semaines, plusieurs mois.”

#### **Ces états généraux sont d’abord les avis des responsables d’ateliers, selon vous ?**

“Pour moi, oui.”

#### **Qu’aurait-il fallu faire alors pour que le peuple polynésien participe ?**

“Il aurait fallu d’abord lui parler dans sa langue pour qu’il comprenne quelque chose.”

#### **Pour vous, les états généraux sont-ils aussi un acte de néocolonialisme ?**

“Non, c’est très bien ce travail qui a été fait par tous ces gens qui se sont donnés pendant trois mois. Je les remercie du travail qui a fait, mais on ne va pas au fond des choses. On essaye de soigner les symptômes. Cela a toujours été comme ça depuis des années.”

#### **Quels changements structurels faut-il apporter selon vous ?**

“Je vous prends cet instant pour dire : Allons-y, nous qui sommes les bien placés, ceux qui bénéficient de la situation. Acceptons de baisser notre train de vie, nous tous, la fonction publique, de moitié. Voilà une solution. J’ai entendu beaucoup de blabla ce matin. Il n’y a pas eu de propositions. Moi, je voudrais faire revivre ma culture, on l’a toujours fait

vivre notre culture sans argent. Nous avons oublié ça.”

#### **Est-ce que vous pensez que la Polynésie doit faire sa révolution aujourd’hui ?**

“C’est presque une révolution qu’il faut faire. Je le dis encore une fois, le problème n’est pas conjoncturel, mais structurel. Il faut changer les structures qui ont été mises en place depuis une trentaine d’années. S’il faut baisser les salaires de tout le monde de moitié, allons-y ! C’est un défi que je lance. Voilà une proposition.”

#### **Le gouvernement va-t-il suivre les recommandations de ces états généraux ?**

“Bien sûr. On va travailler pour essayer de concrétiser ce qui a été dit.”

#### **On a l’impression que vous n’y croyez pas beaucoup.**

“Il y a encore une fois des situations d’aberration qu’on ne veut pas changer, qu’on cherche à entretenir, c’est ce que j’analyse à travers ce qui a été écrit. On utilise des mots et on utilise les mêmes personnes –je sais d’où ils viennent–, pour mettre en avant ce que penserait la société polynésienne. Il y a tout un peuple qui est à l’écart de tout ce qui se passe dans ce Pays. Prenons l’éducation, quand on voit les sommes énormes que la France investit dans l’éducation. Pour qui ? Et le taux de réussite et les échecs ? Il y a des réformes à faire.”

**Propos recueillis par MT**

## Discours d’Oscar Temaru –

### “Un processus de néo-colonisation se met en place”

“La France, comme tous les pays colonisateurs, a une mission sacrée d’aider les peuples, dont ils ont la charge, à s’administrer eux-mêmes. La question fondamentale qu’il nous faut poser est : est-ce que la France a assumé cette responsabilité ? Je dis non, quand on voit le cours de notre histoire. J’ai entendu ce médecin dire que le CEP a pris des précautions partout et que des appareils ont été placés pour vérifier les retombées radioactives. Mais, monsieur, on aurait pu faire ça en France. C’est juste à côté. Il faut arrêter de raconter des histoires. Nous ne sommes pas des enfants. Je n’ai pas à dire au gouvernement français ce que l’État doit faire. C’est un État mature et responsable. On se retrouve aujourd’hui, après 160 ans de colonisation, à poser des questions sans réponses. On a mis en place des choses. Le pays, les communes et l’État ne dansent pas la même danse, ne chantent pas la même chanson. C’est normal, c’est tout à fait normal. Il y a eu des compétences qui ont été

accordées au Pays. Certaines de ces compétences ont été reprises. Mais l'essentiel des compétences qu'il faudrait à ce pays, on les a toutes gardées depuis le premier statut d'autonomie de 1977. Nous en sommes toujours là. Comme un chien attaché, on allonge la corde, ensuite on la raccourcit. Nous ne sommes pas des chiens. Nous avons tout ce qu'il faut pour vivre heureux dans ce pays, bon sang. Il faut entamer un processus de décolonisation. Voici la mission de tous les pays colonisateurs. Qu'est-ce qu'on voit aujourd'hui ? Un processus de néo-colonisation qui se met en place. Je peux citer des tas d'exemples. Tous les jours, on le voit et on le vit. C'est très difficile. Je sais que ce que je dis, là, ne plait pas à tout le monde. Mais ça fait 30 ans que je le dis, et je continuerai à le dire jusque dans ma tombe."

## **SEMIR AL-WARDI, politologue**

### ***"Deux mondes qui se rencontrent"***

#### ***Le constat de ces états généraux n'est-il pas finalement l'échec du politique ?***

"Dans toutes les démocraties, depuis le début, il y a toujours eu un anti-parlementarisme, un rejet du monde politique. À partir du moment où l'exercice consiste à demander à la population, sur tous les plans –parce qu'il y a eu plusieurs ateliers– leurs impressions, il ne faut pas s'étonner qu'il y a une critique faite au monde politique et un rejet. Mais je répète, c'est lié au principe démocratique même. Et c'est pour ça que c'est un exercice très difficile lorsqu'on dit qu'on va demander à la population ce qu'elle pense de tel et tel problème, alors que ce ne sont pas des spécialistes. Exercice très difficile aussi parce que, comme il a été dit à l'atelier 4 d'une personne arrivant du privé, "j'avais des a priori sur l'administration et là je découvre la complexité de l'administration, la complexité de la gouvernance dans le monde politique", etcetera. Tout le danger est là. Une autre personne dit qu'il faut amener finalement la gouvernance du privé dans le public, ça existe déjà, c'est la Lof (Loi organique relative aux lois de finances). Ce sont des mondes qui se rencontrent, qui arrivent avec leurs préjugés, mais c'est un très bon exercice parce que finalement chacun va connaître le monde de

l'autre. S'il y avait une critique au début, à la fois de l'administration ou du monde politique, il y a le principe de réalité qui arrive au bout de quelques mois et les gens qui ont travaillé dans ces ateliers ont compris la complexité de la Polynésie française."

#### ***On a pu voir que la question du fait nucléaire provoque des réactions très fortes...***

"Forcément, parce que c'est un problème qui dure depuis un certain nombre d'années. L'État fait des efforts, mais très lentement : on est passé du secret-défense très absolu à la loi Morin qui, déjà, constate qu'il y a eu des problèmes sanitaires avec les essais nucléaires. L'État avance régulièrement, petit à petit. On n'est pas encore arrivé à l'idéal, qui serait la transparence totale sur tout ce qui s'est passé, la reconnaissance des problèmes de santé et les indemnisations des personnes. Comme il a été dit, ce n'est pas la peine d'aller chercher très loin si vraiment les cancers ont eu une origine radioactive. Quand, à un moment donné, le souhait a été émis que l'État présente ses excuses –je rappelle que la Grande-Bretagne a présenté ses excuses à l'Australie–, c'est peut-être une façon de clore le dossier."